

LA LECON MAGISTRALE DE M. Bernard ACCOYER *(verbatim)*

Président de PNC France, *ancien Président de l'Assemblée Nationale*

Merci de m'avoir invité, je suis très honoré de me retrouver ici pour vous dire quelques mots.

Également très heureux de retrouver beaucoup de ceux qui conduisent le même combat qui est mené avec détermination, brio et générosité par Xavier, par Nicolas et par beaucoup d'entre vous, ainsi que Fabien Bouglé que nous écouterons avec grand intérêt dans quelques instants.

Moi, on m'a fixé un devoir, je vais essayer de le suivre, ça s'appelle :

« les enjeux de la transition énergétique »

Alors, avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais juste préciser une définition. Changement d'énergie, probablement, est le sens d'une transition énergétique.

Or, il est évident que cette mutation s'est déjà produite au cours de l'Histoire et qu'il y a un bouquin très intéressant qui est le bouquin de Jean-Baptiste Fressoz sur ce sujet qui montre qu'il n'y a pas de transition énergétique franche, qu'il y a une évolution, mais qu'on additionne en réalité les énergies issues des différentes sources, une sorte de symbiose.

Moi je pose une question tout simple, c'est :

Y aura-t-il une transition énergétique mondiale ? Et si oui, jusqu'où ira-t-elle et dans quel délai ?

En effet, la consommation mondiale d'énergies fossiles ne cesse d'augmenter, les objectifs que fixe le GIEC et que reprennent les COP ne cessent d'être revus à la hausse, et les groupes d'États qui se sont fixés des objectifs plus ou moins audacieux de décarbonation ne parviennent pas à les atteindre et se placent dans des difficultés en matière d'approvisionnement électrique, ou bien de prix facturés de l'électricité.

Il n'y a pas besoin de regarder loin, l'Union Européenne, la France, Taïwan qui va rencontrer de très grandes difficultés électriques et dont les voisins puissants amis chinois ne faciliteront pas les importations d'énergie fossile quand il faudra se plier à cette nécessité.

Il y a une grande ambiguïté dans le sens donné à la transition énergétique et à ses enjeux.

S'agit-il d'un changement de source et d'usage d'énergie qui s'entend sans changer d'objectif qui est celui du progrès tel que cela a toujours existé jusqu'à maintenant :

- développement de l'économie avec une certaine proportionnalité qui peut bien entendu être réduite entre conservation d'énergie et progrès ?
- ou bien s'agit-il d'un changement de paradigme économique et sociologique qui vise une décroissance économique et finalement, car cela est lié, un recul social ?

Beaucoup découvrent avec surprise cette ambiguïté, une ambiguïté politique, alors que des choix de politique énergétique ont déjà été faits, sous l'influence de tenants de cette décroissance et de l'activisme de militants particulièrement efficaces.

Le postmodernisme l'emporte sur le rationalisme, les opinions sur les faits, les idéologies sur la science.

Alors revenons maintenant dans le cadre étroit de votre sujet avec lequel j'ai pris quelques distances probablement par mon parcours politique.

Les deux enjeux visés par la transition énergétique sont climatiques et, d'autre part, ressources naturelles en voie d'épuisement. Ça arrivera assez vite, en tout cas dans un temps effectivement extrêmement court par rapport à la durée qui a été nécessaire à leur constitution.

Vous connaissez exactement le contexte, la part entropique du dérèglement climatique qui impose une réduction de l'utilisation des énergies fossiles pour réduire les émissions et qui exige des économies d'énergie, mais la marge est relativement limitée, même si bien entendu il faut le faire et le faire autant que possible.

Et puis il y a également la décarbonation des usages, c'est-à-dire l'électrification, bâtiments, transports, process industriels avec une électricité décarbonée.

Ce n'est pas ici que j'en détaillerais la nature, même si bien entendu mon cœur tourne aujourd'hui en direction de la chaleur renouvelable, à laquelle je dois dire que je ne vais pas consacrer suffisamment de temps pour arriver dans les bonnes conditions aujourd'hui devant.

Comment les États abordent-ils ces enjeux ?

Le GIEC et les COP, au niveau international, ont établi un diagnostic. Elles ont donné des recommandations, dont d'ailleurs la lecture est faite différemment en fonction des convictions de chacun.

Et d'ailleurs les états agissent de façon très différente, d'abord en fonction de leurs intérêts, selon la rationalité de leur démarche, mais aussi, et nous sommes concernés, selon l'influence et la place des différentes sensibilités idéologiques et politiques dans les pays démocratiques.

L'Union européenne et ses Etats membres se sont fixés des objectifs : ce sont les plus audacieux du monde. Réduire 55% les émissions de CO2 en 2035 par rapport à 1990 et atteindre la neutralité carbone en 2050 !

Mais l'Union Européenne est allée encore plus loin pour des raisons idéologiques et politiques en imposant des moyens techniques de décarbonation, ce qui est d'ailleurs contradictoire avec la subsidiarité qui figure dans le traité de Lisbonne, en imposant également le développement à marche forcée des énergies renouvelables intermédiaires et en tournant le dos, autant qu'elle peut le faire, autant que possible pour elle, au nucléaire, ce qui est en contradiction absolue avec le traité EURATOM qui est toujours valable et qui spécifie qu'il faut tout faire pour développer le nucléaire civil dans les pays de la communauté européenne. Ça devait s'appeler comme ça à cette époque-là.

La France a suivi sans mesurer qu'en suivant cette politique, ces orientations, elle mettait en difficulté, en danger, son système électrique original sur lequel insistait tout à l'heure avec brio Xavier Moreno.

Notre système électrique est particulier et il est particulièrement vertueux en termes d'émissions, puisque nous sommes les leaders en termes d'émissions de gaz carbonique par habitant. Les leaders des pays du G7, ce n'est pas rien !

Nous nous mettons en difficulté avec une conséquence qui est aussi celle de l'évolution du prix de l'électricité tel qu'il est facturé. Je reviendrai, j'y reviendrai.

Alors, cette politique de transition énergétique vous conduit à faire quelques constats et à regarder un peu autour de nous. D'abord, un, il y a un énorme échec que nous pouvons observer de l'autre côté du Rhin, c'est l'échec de l'Energiewende. L'Allemagne a mis plus de 700 milliards d'euros pour développer les énergies renouvelables intermédiaires. Elle est en échec. Sur ces émissions de gaz carbonique, alors bien sûr, ça a un peu régressé parce que comme le disait tout à l'heure Xavier, quand on a un mix qui est essentiellement carboné, si on met de l'éolien et du solaire, on ne peut que le faire un peu baisser, ce qui est tout à fait différent par rapport à nous. Mais en tout état de cause, aujourd'hui, le kWh allemand émet 12 fois plus d'électricité, de CO2 que le kWh français : ce n'est pas rien !

Et les prix de l'électricité en Allemagne sont la cause, vous le savez, de perturbations industrielles qui sont très inquiétantes, non seulement pour l'Allemagne, mais pour toute l'Union Européenne.

Autre constat de cette politique, la perte de souveraineté énergétique parce que les panneaux solaires sont importés, vous le savez, à 90% de Chine. Les nacelles éoliennes sont en train de passer gentiment, progressivement, sous contrôle chinois, et d'ailleurs la dépendance quant aux métaux critiques, elle est officielle, tout le monde le sait, ça se passe en Chine.

Autre dépendance, celle de l'importation indispensable pour combler l'intermittence des renouvelables, l'importation de gaz naturel liquéfié, tout en continuant d'ailleurs d'importer du gaz russe, ce qui ne devra peut-être pas aller indéfiniment, en tout cas on est dans une situation qui est particulièrement ambiguë.

Et puis, vous savez tous que les tenants des énergies renouvelables expliquent que l'intermittence, ce n'est pas grave. Demain, on apportera de l'hydrogène, de pays ensoleillés tels que l'Afrique. Tout ça ne résiste pas bien longtemps à un travail approfondi. D'ailleurs, l'Académie des Sciences, par la voie de Marc Fontecave, a fait un travail remarquable pour le démontrer. La montée des énergies renouvelables déstabilise le réseau, cela vient d'être dit. Il y a des menaces de black-out dans ces conditions.

Une volatilité extrême des prix de marché, avec des épisodes de prix négatifs de plus en plus fréquents, et un prix de marché qui oscille de plus de 1 000 euros le MWh à des prix négatifs, tout ça dissuadant tout investissement dans les parcs pilotables, et cerise sur ce mauvais gâteau, on fait faire du suivi de charge au nucléaire français, ce pourquoi il n'est pas fait, même s'il le peut : ça n'est pas recommandé, d'autres mille fois plus compétents que moi le démontreraient sans sourciller.

Enfin, vous le savez, la montée des énergies renouvelables, c'est également l'augmentation de l'intermittence. Et là, on rentre dans ce qui a été évoqué discrètement dans le dernier rapport de RTE, c'est-à-dire la nécessité de développer du stockage. Vous le savez, le stockage massif d'électricité, à cette heure, on ne sait pas faire, et si un jour il se développe, parce qu'il y a quand même quelques solutions qui sont dans les tuyaux, ce sera très onéreux, et elles vont développer des mécanismes de flexibilité. Donc là, il faut écouter le Ministre de l'Economie, je crois, ou de l'Industrie allemand, M. Habeck, qui explique tout simplement, et ses propos sont repris par RTE, oui, repris par RTE : il faudra que la consommation se plie à la production.

On change complètement de paradigme, on change de société, nous entrons dans une société de décroissance, il n'est plus question de supporter la moindre compétitivité, d'avoir la moindre compétitivité sur le plan industriel mondial.

Et puis, enfin, dernier point, les énergies renouvelables intermittentes exigent un développement des réseaux ; vous connaissez les chiffres ; RTE a annoncé d'ici 2035 ses 100 milliards d'euros dans les réseaux hautes tensions et ENEDIS la même chose, encore 100 milliards, auxquels il faudra ajouter la part française du développement des interconnexions pour que nous puissions absorber les surplus de production de nos amis et voisins allemands.

Le constat de cette politique de transition énergétique est que tout cela est devenu un enjeu existentiel.

Un enjeu existentiel sur la sécurité de l'approvisionnement électrique, sur le prix facturé aux consommateurs particuliers ou industriels.

Ce prix, vous le connaissez tous si vous suivez vos factures. D'abord, il a augmenté, j'y reviendrai, à 200%. Mais il est surtout, nous sommes au chapitre de la compétitivité, deux à trois fois plus élevé qu'aux États-Unis, en Asie ou bien en Inde. Et c'est pire en Allemagne !

Continuer une telle politique de transition énergétique ou prétendument de transition énergétique qui depuis sa mise en place a augmenté le prix facturé aux consommateurs d'électricité de 100%, c'est évidemment poursuivre la tendance haussière du prix de l'électricité avec les conséquences que vous imaginez au plan industriel, au plan économique, au plan social et probablement au plan politique.

En France, l'enjeu est simple, c'est la préparation de la PPE n°3 et de la SNBC n°3, excusez-moi, donc Programmation pluriannuelle 3e édition, et Stratégie nationale bas carbone 3e édition.

Quelles sont les causes qui compromettent la transition énergétique et ses enjeux ?

Je viens d'insister lourdement et je continue : l'augmentation du prix de l'électricité pour le consommateur, première cause de la diminution de la consommation électrique par l'industrie - c'est-à-dire la désindustrialisation - et par les particuliers.

Ils le font parce qu'ils sont contraints en raison du prix de l'électricité. L'industrie, comme les particuliers, ne diminue pas l'électricité pour améliorer la situation climatique...

Ce prix de l'électricité empêche l'électrification des usages, et, ce faisant, conduit à un échec sur nos objectifs climatiques.

Le coût du développement des énergies renouvelables,

Je reviens un peu sur quelques chiffres, plus de 1 000 milliards d'euros ont déjà été dépensés dans l'Union européenne. Les Allemands pour pas moins de 700 milliards d'euros, et nous autres Français, on est quand même à 150 milliards. Ça fait beaucoup, surtout dans un pays qui est éreinté financièrement comme nous le sommes aujourd'hui.

Vous en connaissez les causes, ce sont les subventions diverses aux énergies renouvelables intermittentes, les compléments de rémunération, la garantie d'achat, les externalités qui ne sont jamais facturées, jamais décomptées, faisant dire aux promoteurs des énergies renouvelables qu'elles ne coûtent rien.

Mais il y a pourtant des raccordements, il y a des réseaux, il y a du stockage, de la flexibilité, des réserves capacitaires pilotables, c'est-à-dire des centrales prêtes à démarrer quand il n'y a plus de vent et que le soleil n'est plus là.

Tout cela apparaît dans votre facture, qui est, comme vous le savez, divisée en trois parties :

- une petite partie pour l'électricité, c'est-à-dire la fourniture d'électricité.
- une deuxième partie, les taxes qui financent quoi ? la TICFE, eh bien, les énergies renouvelables.
- et puis la troisième partie, le TURPE, qui finance quoi ? Eh bien, les réseaux.

Vous comprenez bien que l'électricité va continuer d'augmenter de la même façon, peut-être même d'un rythme pire, si on ne change pas les politiques conduites jusque-là.

Que faire pour rendre une transition énergétique raisonnable et surtout possible ?

Au niveau national, d'abord, avant tout et enfin, il faut conduire des études scientifiques et techniques robustes et incontestables. Grâce au **Céréme** et à la générosité de Xavier, il y a des travaux très sérieux qui sont déjà une base de calculs extrêmement importants.

Il faut le faire avant, bien entendu, l'élaboration de la troisième PPE et de la troisième SNBC. Ces travaux portant sur les causes de la situation actuelle, qui n'est pas satisfaisante, qui est dangereuse, conduisant également à rechercher un mix électrique, donc des investissements, conduisant à une approche qui soit un mix qui vise nos objectifs climatiques dans des conditions financières qui soient supportables, et qui soient également supportables sur le plan sociétal. Je pense évidemment aux impacts paysagers.

À l'évidence, nous disposons, et c'est Napoléon Bonaparte qui avait créé ces institutions avec les académies scientifiques, que sont l'Académie des Sciences et l'Académie des Technologies, de tout ce qu'il faut pour conduire ce type d'études.

Le PEC peut également coordonner tout cela, de façon à ce que les politiques disposent des informations, des données objectives pour prendre, on l'espère, de bonnes décisions.

Dans l'immédiat, la situation exige quand même un peu de bon sens et probablement des décisions immédiates.

- Sur l'éolien en mer, on ne sait pas où on va, mais on engage des appels d'offres sur des puissances installées considérables, avec des prix qui sont incertains et en tout état de cause très élevés...
- Réserver le photovoltaïque à l'autoconsommation locale et ne pas le connecter au réseau.
- Arrêter les subventions aux énergies renouvelables intermittentes, cela a été évoqué, ainsi que l'obligation d'achat. Pourquoi les arrêter ? Tout simplement parce que M. Cochet, ce Ministre de l'Environnement, donc Yves Cochet avait, quand il était ministre, instauré ses aides aux énergies renouvelables en expliquant que c'était temporaire, juste le temps de les mettre en marche. D'ailleurs, juste pour l'anecdote, certains contrats, qui courent encore, rétribuent, tenez-vous bien, 600 euros le MWh d'électricité photovoltaïque, 600 euros, pour 10 fois le prix.

Les énergies renouvelables sont désormais matures. Si elles ne le sont pas après 25 ans, elles ne le seront jamais. Donc ça paraît assez évident :

- obliger les producteurs et les distributeurs alternatifs à investir dans les capacités pilotables,
- traiter également toutes les énergies décarbonées, nucléaires, hydrauliques, chaleurs renouvelables et autres énergies renouvelables intermittentes,
- cesser de demander au nucléaire de faire du suivi de charge.

Au niveau européen, l'action que nous devons mener, elle aurait dû être conduite depuis longtemps, La France n'a pas défendu son nucléaire à Bruxelles, s'est laissé faire. Ça a commencé par le plan énergie-climat, etc., etc., l'ouverture du marché. On ne va pas rentrer là-dedans, vous en connaissez le non-sens. Le nucléaire doit être traité au moins comme les autres énergies décarbonées pour les financements européens. Il faut activer l'alliance des États membres pour le nucléaire, en particulier conduire autant que possible les projets industriels en commun avec ces États membres afin d'éviter qu'ils aillent se fournir directement en Corée du Sud, aux États-Unis ou en Chine. Ce sera difficile parce que Ursula von der Leyen, qui vient d'être reconduite avec le soutien de la France, est, avant tout, une ressortissante allemande qui défend les intérêts et le point de vue allemand, et que deux des commissaires qui viennent d'être nommés, Dan Jørgensen, le Danois, qui doit être à l'énergie, et Madame Pereira, l'Espagnole, sont violemment antinucléaires. Leurs déclarations ne laissent aucun doute ; leur passé politique, aucun doute.

Enfin, en conclusion, comme toujours, tout est affaire de lucidité, de volonté, et de courage politique.

Je vous remercie.